

<https://www.lemonde.fr/societe/article/2024/05/14/education-ces-objectifs-europeens-sur-l...>

 Eléa Pommiers

 8 min read

Ces objectifs européens pour l'éducation sur lesquels la France fait mieux que ses voisins

- [Société](#)
- [Éducation](#)

Décrochage, diplômes du supérieur, jeunes enfants scolarisés... Selon une note de la direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance publiée mardi 7 mai, la France a dépassé plusieurs des buts fixés par l'Union européenne pour 2030 pour le système éducatif. Elle reste toutefois, comme presque tous ses voisins, en retard sur le volet concernant les compétences des élèves.

Article réservé aux abonnés



Ce sont des indicateurs qui esquissent une image du système éducatif français bien moins pessimiste que ceux qui retiennent habituellement l'attention médiatique et politique dans les comparaisons internationales. Qui rappellent, aussi, la multiplicité des enjeux et des visées de l'éducation, au-delà du seul « niveau » des élèves, souvent au cœur du débat public.

Parmi les cinq objectifs que l'Union européenne (UE) a fixés en matière d'éducation et de formation pour 2030 et qui font l'objet d'un suivi statistique, la France en a dépassé trois, alors que les Vingt-Sept n'en ont en moyenne encore atteint aucun, selon une note de la direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP) publiée le 7 mai.

La France fait ainsi mieux que ses voisins sur la proportion de jeunes enfants scolarisés, la réduction des sorties précoces du système de formation et l'accès aux diplômes de l'enseignement supérieur. Pour les deux cibles restantes, qui portent sur les compétences des jeunes, elle est en retard, comme presque tous les pays de l'UE.

Presque tous les jeunes enfants d'au moins 3 ans font partie du système éducatif en France selon les derniers chiffres disponibles (2020-2021), soit le taux le plus haut de l'UE, où la moyenne s'élève à 92,5 %, et la cible à 96 % en 2030. Elle est aussi l'un des rares pays dans lesquels l'instruction est obligatoire dès 3 ans, depuis la loi pour une

école de la confiance du ministre de l'éducation Jean-Michel Blanquer, en 2019. L'objectif était toutefois déjà atteint plus tôt, puisque près de 100 % des enfants de 3 ans étaient déjà scolarisés avant 2019. En 2023, la DEPP soulignait en outre que la France était l'un des trois seuls pays de l'UE à requérir un niveau master pour les professeurs des petites classes, tout en notant que le nombre d'élèves par enseignants y était aussi le plus élevé (vingt-trois, contre treize en moyenne dans l'UE), comme en élémentaire et au collège.

Lutte contre le décrochage

Concernant le taux de jeunes de 18 à 24 ans sortis du système scolaire avec, au plus, le diplôme national du brevet et ne suivant plus de formation, il est de 7,6 % en France en 2023. La moyenne des Vingt-Sept est à 9,5 %, là où l'ambition est de passer sous le seuil des 9 % d'ici à 2030. Quinze pays ont atteint cette cible, mais certains, dont l'Italie (10,5 %), l'Allemagne (12,8 %) ou encore l'Espagne (13,7 %), sont encore nettement au-dessus.

Le Monde Ateliers

[Cours en ligne, cours du soir, ateliers : développez vos compétences](#)

[Découvrir](#)

Comme dans le reste de l'UE (exception faite de l'Allemagne), ces sorties précoces ont baissé en France, depuis 2011, date à laquelle plus de 11 % des jeunes quittaient le système de formation avec, au plus, un brevet des collèges. En 2010, le ministre Luc Chatel avait fait de la lutte contre le décrochage une de ses priorités, reprise ensuite par les différents ministres de François Hollande. Le seuil de 9 % a été atteint en 2016.

En revanche, la part des jeunes de 18 à 24 ans sortis du système éducatif et n'ayant pas d'emploi est plus élevée en France (14,1 %) que dans l'UE (12,1 %) et, notamment, qu'en Allemagne (9,3 %). « *L'accès à l'emploi est donc plus difficile pour les jeunes en France, qu'ils soient diplômés ou non* », note la DEPP.

L'objectif est également dépassé en ce qui concerne le taux de jeunes de 25 à 34 ans diplômés du supérieur. Si l'UE n'a pas encore atteint l'ambition qu'elle s'est fixée pour 2030 (45 %), l'Hexagone, où plus de la moitié des jeunes sont diplômés, fait partie des

treize pays au-dessus de la cible. C'est bien plus que l'Allemagne, où les formations professionnelles plus courtes sont plus répandues qu'en France et qui compte un peu plus de 38 % de jeunes diplômés du supérieur, ou encore que l'Italie, où le taux dépasse à peine 30 %. « *Les personnes diplômées de l'enseignement supérieur âgées de 25 à 64 ans sont plus souvent en emploi et bénéficient d'une rémunération plus avantageuse que les autres* », rappelle la DEPP.

Enjeu du « niveau » moyen

Reste le volet portant sur les compétences des élèves, évalué à partir des résultats du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) sur la « culture mathématique », la « compréhension de l'écrit » et la « culture scientifique ». Cet enjeu du « niveau » moyen des élèves est érigé en priorité par le gouvernement actuel, qui, sous l'impulsion du premier ministre et ancien ministre de l'éducation nationale, Gabriel Attal, en fait l'objectif principal de sa politique éducative.

Les Vingt-Sept se sont donné une perspective de moins de 15 % d'élèves de 15 ans en dessous du « seuil de compétence minimal » établi dans l'enquête PISA. La dernière édition de celle-ci, publiée en décembre 2022, a quantifié cette part à 28,8 % des élèves français en mathématiques, 26,9 % en compréhension de l'écrit et 23,8 % en culture scientifique. En la matière, la France s'inscrit presque exactement dans la moyenne de l'UE.

Elle se distingue en revanche par la différence considérable des résultats en fonction de l'origine sociale des adolescents : les plus favorisés, qui sont aussi le plus souvent en 2^{de} générale, ont en moyenne des résultats équivalents aux meilleurs pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques, tandis que les plus défavorisés, plus souvent en lycée professionnel ou en 3^e après un redoublement, se situent au niveau des pays les plus faibles.

Ces résultats se sont sensiblement dégradés dans la plupart des pays qui, tous, ont subi l'effet de choc du Covid-19 : environ 21 % des élèves français avaient des résultats dits « faibles » à l'issue de l'édition précédente de PISA, en 2018. Parmi les Vingt-Sept, seule l'Estonie parvient au seuil européen pour 2030, tout en étant encore en deçà des objectifs

quant aux sorties précoces de formation (9,7 % des jeunes) et au nombre de diplômés (43,5 %).

Eléa Pommiers

Contribuer Réutiliser ce contenu

Lecture restreinte

Votre abonnement n'autorise pas la lecture de cet article

Pour plus d'informations, merci de contacter notre service commercial.

Generated with Reader Mode